

Actualité de la pensée économique de Karl Marx et analyse de la crise économique africaine

Pana Ewihn-Liba*

Abstract: The value of Karl Marx's work dwells, for modern economists, inter alia, in the didactic and methodical values that allowed him construct the dialectical movement law which commands the evolution of the economies of societies. Ideas tracing back from Marx are echoed in the social and economic debate of the centre capitalist countries and their periphery. Politicians and commentators are not quoting Marx, but they often confront issues that generally were not recognised as such before him, namely unequal development, due to the pursuit of maximum profit, is one of the system factors that generated long theoretical debates. It now practically corresponds to global scale political oppositions in terms of «North-South» relationships.

La question concrète de savoir si «La théorie de Karl Marx est-elle encore d'actualité?» a suscité de nombreuses réponses. Mais dans la plupart des cas les réponses données procèdent de partis-pris idéologiques qui s'expliquent assez souvent parce que l'on a vite fait d'assimiler abusivement le marxisme aux déformations bureaucratiques et étatistes de la postérité de l'auteur et ses continuateurs. Cet article voudrait dégager quelques évidences que rendent confuses à la fois des aveuglements de classe, les déceptions des idéalismes et des bonnes volontés révolutionnaires. Nous le ferons en nous plaçant du point de vue de la théorie économique de Marx après avoir rappelé l'origine du brouillard idéologique répandu sur cette question, alors que la recherche scientifique doit tenter de la résoudre en partant des données de base historiquement vérifiables ou présentement observables, afin de les exprimer dans une systématisation théorique correcte.

Les réflexions qui suivent prétendent seulement débayer ou contribuer à débayer un terrain encore encombré par les résidus des spéculations idéologiques d'hier et d'avant-hier. A l'aide de cette orientation, dans ce cadre,

* Maître-Assistant à la FASEG, Université du Bénin, Lomé, Togo.

nous examinerons successivement : marxisme et «sciences sociales» ; capital, classes chez Marx et l'Afrique ; la crise économique africaine dans la perspective marxienne ; et maintenant ?

Le marxisme et les «sciences sociales»

Les «sciences sociales» sont nées et se sont développées dans le cadre des Universités et des institutions universitaire. Tel n'est pas le cas du marxisme.

En effet, de Marx et Engels jusqu'à nous, en passant par Lénine et Trotsky, le marxisme s'est élaboré et déployé dans le cadre du mouvement ouvrier et l'on peut même ajouter qu'aucun spécialiste universitaire ne lui a apporté de contribution importante. Aussi, l'exposé du marxisme, dans le cadre de cet article, pose-t-il une sorte de problème préalable qu'il nous faut tenter de résoudre.

Né selon Lénine, de trois sources qui sont la philosophie classique allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français, le marxisme n'est réductible à aucune discipline universitaire existante (Lénine 1947). En outre, il met radicalement en question la division intellectuelle du travail qui a séparé et continue à séparer dans les universités les recherches des économistes de celles des sociologues et des historiens ainsi que la prétention des diverses spécialités d'atteindre à une objectivité scientifique globale indépendamment de la lutte des classes inhérentes aux sociétés et constitutive de leur divers aspects.

De fait, jusqu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le marxisme a été à peu près exclu de l'enseignement des universités bourgeoises ; aux yeux des économistes, des sociologues et des historiens, il passait pour une doctrine philosophico-politique tandis qu'aux yeux des philosophes il était généralement tenu pour un système économique. Pour les uns et les autres, son caractère «partisan» justifiait l'exclusion en question. Mais depuis 1950, sous la pression du nouveau rapport entre les forces dans le monde, le marxisme a «fait son entrée» dans ces mêmes Universités. Il y est traité comme une «théorie» parmi d'autres et l'on s'efforce de l'intégrer à un héritage intellectuel global, au mépris de ses origines et de sa nature radicalement antibourgeoises.

Par ailleurs, à partir des années 1930, en URSS et, à partir du milieu du siècle, en Europe orientale, en Chine, en Corée du Nord, puis en Indochine, le marxisme a été et continue à être enseigné officiellement comme une doctrine d'Etat selon des «interprétations» qui, aujourd'hui, ne sont plus les mêmes à Moscou, à Pékin.

Dénaturé à l'intérieur des universités bourgeoises par l'éclectisme régnant et dénaturé dans les Etats bureaucratiques par le stalinisme et ses séelles le marxisme demande à être retrouvé, à partir de sa réalité propre que Trotsky

définissait comme «l'expression consciente du processus historique inconscient». Nous allons tenté, pour notre part, de le retrouver, en relation avec les idées défendues par l'auteur dans le débat social et économique.

Capital et classes chez Marx

L'idée centrale de Marx était la suivante : dans une société divisée en classes les travailleurs manuels produisent un surplus c'est-à-dire plus de bien qu'ils n'en ont besoin pour vivre ; et ce surplus est approprié par les couches dominantes, qui ont accès à la propriété des moyens de production, à l'argent, au pouvoir. La notion de classe désigne un rapport économique et social conflictuel : certains s'enrichissent aux dépens des autres en les faisant travailler pour eux. Les «riches» ont besoin du surtravail des «pauvres». Ceux-ci, contraints de travailler par la force ou par le besoin sont exploités, c'est-à-dire dépossédés des produits de leur surtravail par les conditions de leur emploi. La notion d'exploitation est ainsi au centre de la division d'un système économique en classes complémentaires et antagoniques.

La notion de classe exploitée n'est pas morale, ni psychologie. Appliqué au capitalisme, elle est une catégorie de l'analyse d'une système économique dominé par le capital. L'ouvrage central de Marx s'appelle *le Capital*, et les disciples parleront de «l'accumulation du capital» (Rosa Luxembourg), du «Capital financier» (Rudolf Hilferding), de «l'impérialisme» (Lénine et bien d'autres).

Cela signifie que la condition ouvrière dépend de l'histoire et des stratégies du capital, quel que soit l'effet des luttes de classes.

Toute étude sociologique devrait en tenir compte. A l'inverse et pendant longtemps, la notion de classe comme catégorie économique a été considérée comme ne pouvant pas permettre une analyse des sociétés africaines. Notamment l'ethnologie néocoloniale a proposé l'idée selon laquelle l'Afrique ancienne aurait ignoré ou presque ignoré la division de la société en classes et qu'elle aurait essentiellement comporté des communautés ethniques collaborant ou s'affrontant entre elles selon les circonstances.

Emboitant le pas aux ethnologues, les responsables politiques africains depuis les années 1960 n'ont cessé de répéter, que la division en classes avait été dans le passé le fait des sociétés occidentales et non celui des sociétés africaines, que la véritable division du monde actuel n'était pas une division en classes, mais plutôt une opposition entre «Etats prolétaires» et «Etat nantis», enfin qu'il fallait bannir en Afrique, tout esprit de luttes de classes afin de réaliser dans «l'union

nationale» les grandes tâches du développement et de l'indépendance «véritable».¹

Il est établi aujourd'hui, à partir de l'article pertinent de Richard L. Sklar² que les apports d'un auteur comme Samir Amin n'ont pas permis de concilier la notion de classe sociale avec les implications du modèle «centre-périphérie». Sa conception de la «bourgeoisie périphérique» implique que diverses catégories fonctionnelles ont des activités diverses, tandis que sa conception du «prolétariat périphérique» est construite de façon discutable moins autour d'une analyse des rapports de production qu'à partir des relations d'échanges. Ainsi assure-t-il que les «masses paysannes» de la périphérie font partie d'un prolétariat périphérique du fait de leur intégration à l'ensemble du marché mondial. De ce point de vue, le prolétariat périphérique comprend la grande majorité des populations de la périphérie qui, déclare-t-il, «dans une très large proportion ont été prolétarisées». Et l'auteur de conclure, qu'Amin se sert du concept de «classe» surtout pour la commodité du langage et sans lui attribuer une véritable valeur analytique ?

Bien de raisons aujourd'hui expliquent que la notion de classe ouvrière comme instrument d'analyse puisse être utilisable dans tout le champ de la production capitaliste :

- aujourd'hui, ce sont les problèmes de l'internationalisation du capital, ou de la globalisation financière, qui semblent être dominants ;
- les grandes sociétés transnationales répartissent leurs unités de production là où celles-ci sont les plus profitables : soit à moindre coût salarial, ou dans un contexte de marché favorable.

Stéphan Marglin, de Harvard, mentionne entre autres apports de Marx à l'analyse économique par ailleurs l'accent mis sur le phénomène d'accumulation, c'est-à-dire le processus d'investissement et de constitution du capital; sur l'instabilité et le caractère évolutif de la société qu'engendre le capitalisme ; ses travaux sur les relations entre le capitalisme et la politique, le système légal, les courants culturels, etc. En outre, la théorie selon laquelle les classes sont fondées

1 Membre du groupe «modéré» de Monrovia, comme Senghor, Houphouët Boigny, Diori, Yaméogo, etc., ou membre du groupe «progressiste» de Casablanca comme Mohammed V, Nasser, Sékou Touré, Modibo Keita, N'Krumah, etc., les chefs d'Etat du début des années 1960 exorcissent toute la lutte des classes en la présentant non-africaine. Après sa chute en 1966, N'Krumah (1972), réfugié à Conakry, révisera ce point de vue dans son dernier ouvrage.

2 Les économies à bas revenu sont définies comme étant celles où, en 1986, le revenu moyen par habitant était inférieur à 460 dollars des Etats-Unis.

sur les intérêts économiques est essentielle pour comprendre comment l'économie fonctionne et évolue.

En attirant l'attention sur ces tendances profondes du capitalisme, Marx a soulevé des questions importantes ignorées par les économistes qui l'avaient précédé, mais que l'on ne pouvait plus désormais éviter de poser.

Un exemple : en rejetant la loi de Say, selon laquelle la production crée sa propre demande, et, par conséquent, la thèse des économistes classiques selon laquelle existerait une tendance naturelle au plein emploi, Marx a mis le problème des crises au centre des débats. Il n'a pas été jusqu'à élaborer une théorie intégrée des cycles économiques, mais il a certainement présenté une grande diversité d'explications qui a stimulé et continue de stimuler l'analyse économique, et plus particulièrement dans les périodes difficiles. Marx a mis en évidence la force explosive des crises économiques pour le système capitaliste ainsi que pour celui qui s'est peu à peu implanté, de nature périphérique dépendant étroitement du «centre» — les pays riches développés — avec une forte tendance à l'imitation des schémas de consommation des sociétés industrielles et avec un niveau élevé de dépenses somptuaires dans les secteurs dominants. Ceci a contribué à freiner, voire souvent à annuler l'accumulation du capital.

Quelques précisions sur le concept centre/périphérie

Les concepts de centre et de périphérie, suggérés au départ par S. Amin, ont alimenté par mal de débats et subi divers correctifs importants. Au début simple théorie décrivant l'exploitation des pays pauvres du tiers monde par les pays riches, l'idée de centre-périphérie s'est nuancée chez de nombreux auteurs. Il convient d'ajouter à l'opposition originelle quatre précisions fondamentales.

1. Certains pays dits socialistes fonctionnent également de manière impérialiste et peuvent de ce fait être inclus dans le concept de centre.
2. La périphérie existe en tant que telle entre autres grâce à la complicité active des élites locales des pays qui la composent, la corruption économique et culturelle qui les caractérise agissant comme relais indispensable dans le processus d'exploitation.
3. Au centre, malgré la situation de «privilegiés» que, leur confère leur insertion dans le système économique planétaire, la classe ouvrière et le sous-prolétariat connaissent eux aussi une condition d'exploités.
4. De façon générale le système capitaliste, qu'il soit privé ou étatique n'a pas vraiment de «pays d'élection». Le pouvoir a certes tendance à se trouver polarisé dans l'hémisphère Nord. Mais il n'est pas exagéré de dire que le capitalisme n'a pas tellement un centre que du centre, qu'il génère et qu'il cristallise et qui s'organise sous la forme d'une pyramide de points d'encrage et de relais hiérarchisés et entremêlés. En principe, chaque patron d'industrie, chaque bourgeois agit

spontanément en conformité avec la logique de l'accroissement du capital qu'il contrôle, fonctionnement de fait de façon «centrale».

L'impression qu'il existe un centre vient de ce que certaines concentrations économiques, par leur emplacement stratégiques, leur effet de seuil et leur prédominance à siéger dans le monde occidental, peuvent être considérés comme des lieux où le pouvoir de décision revêt une intensité particulière. La capacité de s'auto-perpétuer et de s'auto-accroître que possède cette asymétrie politique et économique engendre forcément à la périphérie un légitime sentiment d'injustice. Mais les remarques qui précèdent montrent qu'à un monde qui ne serait fait que de «bons» opposés à des «méchants» (vision en noir et blanc), il faut substituer l'idée d'une répartition complexe du pouvoir, même sur le plan strictement spatial.

La crise économique africaine dans la perspective marxienne

Marx avait gardé sa foi en la croissance, ce qui n'est pas très en vogue de nos jours (pour se disculper, on joint l'épithète «qualitative» au mot croissance, même si la classe ouvrière en général, celle du tiers-monde et donc de l'Afrique en particulier, aspire fortement plus avant de vouloir consommer mieux), où le terme reste suspect... Mais pour Marx, le cycle conjoncturel constituait un facteur de perturbations dont l'ampleur allait s'accroissant.

Lowenthal estime que les récessions contemporaines constituent des phénomènes particuliers parce qu'elles se développent au rythme «des carences en matières premières et des distorsions structurelles». En fait et Karl Kühne le montre (voir, *Problèmes économiques* No. 1848 du 17 novembre 1983), les carences en matières premières sont parfaitement fictives; les distorsions structurelles ont caractérisé les récessions du XIX^e siècle, qui sont au demeurant rigoureusement identiques dans leur ampleur et dans leur déroulement à celles que nous connaissons aujourd'hui. On constate de même une évolution ralentie des taux de croissance moyens (par rapport aux années cinquante et soixante) très proche, à 2 ou 3 pour cent, de celle du XIX^e siècle. C'est pourquoi l'analyse marxienne du cycle conjoncturel, ainsi que la tradition d'analyse conjoncturelle d'un Tugan-Baranowsky et d'un Spiethoff qui lui est liée, et dont un conservateur invétéré comme Hayek avoue avoir subi les influences, gardent leur caractère éminemment actuel. Les raisons sus-évoquées expliquent par ailleurs pourquoi les économies africaines sont devenues de plus en plus vulnérables dans leurs rapports avec le reste du monde, exposées qu'elles sont à des changements structurels se produisant notamment dans les pays du centre capitaliste. La crise économique qui traverse l'Afrique est liée au fait même que les économies africaines ont quelque chose de particulier comparées aux autres économies des autres continents en développement, à savoir leur remarquable ouverture sur le monde extérieur. La crise économique a été rendue possible par l'hétérogénéité sociale : dans la situation actuelle, il est encore facile aux

couches supérieures dans les pays d'Afrique noire de s'approprier la plus grande part des fruits du développement. Le modèle en Afrique qui était un modèle de puissant interventionnisme de l'Etat, mis en place trente ans plus tôt et qui aurait pu donner selon les cas de notables résultats, n'a plus eu dès lors le dynamisme ni la force qui lui aurait permis de conduire de façon autonome la transformation économique. Celle-ci était de plus en plus orientée à partir du centre, loin des pays d'Afrique. Le centre nous obligeait et nous oblige à des ajustements pour faire face aux conséquences de changements survenus dans les économies développées. Ce qui entraînait périodiquement des crises dans les pays périphériques d'Afrique.

En effet, la crise économique mondiale à partir des années quatre-vingt a engendré des bouleversements dans la politique internationale des pays du Nord à l'égard de ceux du Sud. Une manifestation essentielle de ce renversement d'idées en matière de coopération s'est traduite de la part des organismes internationaux et en particulier de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, par le lancement de programmes d'ajustement structurel (PAS) qui visaient d'avantage à rembourser des dettes qu'à mettre en oeuvre un processus réel de croissance et de développement. Si cet ensemble de mesures prises par les autorités internationales a été plus bénéfique à un continent comme l'Amérique latine déjà fort avancé sur la voie de l'industrialisation, tout autre a été la situation de l'Afrique au Sud du Sahara en particulier. Là, le greffon de l'industrialisation n'a pas pris. Avec les programmes d'ajustement structurel les objectifs d'équilibre financier des experts financiers du FMI l'ont emporté sur les priorités de croissance. Et la réduction drastique du secteur public s'y est accompagné d'une diminution sensible de la masse salariale et d'une augmentation du chômage, sans qu'une relève effective y soit assurée par le secteur privé. Cette aggravation de la pauvreté n'a pas été sans influence sur les manifestations politiques voire les émeutes récentes enregistrées ici ou là. L'ajustement financier y a été mal accepté et considérée comme une calamité supplémentaire imposée aux économies sous-développées.

La crise a éclaté le jour où la manifestation de la pauvreté s'est fait durement ressentir. Entre 1960 et 1980, le taux de pauvreté — la proportion de personnes dans l'état de pauvreté — avait commencé par se creuser : de 33 pour 100 à 40 pour 100 de la population. Depuis 1980, cette proportion a repris de façon vertigineuse : 42 pour 100 en 1985, 55 pour 100 en 1993. Le système ne parvenait plus à éponger les effets de l'imitation des modèles de consommation du centre capitaliste, induite par le développement du capitalisme périphérique : il ne réalisait pas l'intégration sociale indispensable, la justice distributive nécessaire. Il subissait la conséquence des ajustements requis par la nouvelle économie sous influence des centres capitalistes.

C'est en agriculture que la crise économique africaine s'est fait sentir le plus du fait de l'application des programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI. On peut même affirmer que ces programmes sont ultimement responsables de famines connues ces dernières années dans la mesure où ils sous-estiment systématiquement toute activité économique, rurale ou urbaine, qui ne contribue pas directement aux intérêts du marché global. Avec la levée des barrières tarifaires et la chute du pouvoir d'achat les industries qui offrent des produits de substitution aux importations sur les marchés nationaux sont démantelées ; les petits artisans s'appauvrissent et les cultures vivrières sont abandonnées au profit des cultures d'exportation. L'imposition de l'austérité financière détruit à son tour les appareils d'Etat, alors que la société civile s'effondre et que les nations se fragmentent politiquement. Le tableau qui suit fait ressortir les mauvais résultats des pays situés au sud du Sahara (ASS) après le premier choc pétrolier de 1973-1974.

Tableau 1: Taux de croissance annuel du PIB par habitant pour l'Afrique subsaharienne et les autres pays en développement, 1965-1987 (en pourcentage)

Pays	1965-73	1973-80	1980-84	1985	1986	1987
Afrique subsaharienne*	3,7	0,7	-4,9	2,9	-0,2	-4,6
Tous pays en développement	3,9	3,1	0,7	3,3	3,1	1,8
Pays en développement à faible revenu	2,9	2,6	5,1	7,2	4,2	3,1
A l'exclusion de l'Afrique	2,9	2,9	3,2	6,8	5,1	3,0
A l'exclusion de la Chine	0,8	1,0	3,0	3,8	-	-

Sources: Banque mondiale, 1988, p. 219, pour toutes les rangées à l'exception des deux dernières qui sont des estimations tirées de la Banque mondiale, 1986, p. 172, pour toutes les années jusqu'à 1985. Les chiffres pour 1986 et 1987 <<à l'exclusion de l'Afrique>> sont des estimations de l'auteur fondées sur des données désagrégées.

* Les pays de l'Afrique subsaharienne sont ceux à revenu faible et moyen, à l'exclusion de l'Afrique du Sud.

Le tableau 1 donne également les chiffres correspondant pour tous les pays en développement ainsi que pour les pays à faible revenu (selon les définitions types de la Banque mondiale). La conclusion inéluctable est que les pays de l'ASS souffrent d'une crise profonde depuis au moins une vingtaine d'années. Leurs résultats ont été bien pires que ceux de tous les pays en développement à faible revenu, même si l'on fait abstraction de l'influence déformante de la Chine qui appartient à cette catégorie de pays. Les résultats ont commencé à accuser une divergence importante après le premier choc pétrolier, car la région subsaharienne a d'abord connu une période de stagnation puis, dans les années 1980, une chute rapide. Alors qu'entre 1965 et 1980 le PNB par habitant des pays de l'ASS avait augmenté de 40 pour 100, performance supérieure à celle de tous les pays à faible revenu (Chine non comprise), au cours des quatre années suivantes le revenu moyen a régressé de 18 pour 100 alors qu'il augmentait d'environ 12 pour 100 dans l'ensemble des pays à faible revenu (Chine non comprise). En 1985, la baisse a été enrayée, mais les revenus ont de nouveau baissé pendant les deux années suivantes. Sur l'ensemble de la période 1965-1987, une progression de 13 pour 100 a été enregistrée en ce qui concerne le revenu moyen par habitant alors que le revenu moyen des autres pays en développement à faible revenu (c'est-à-dire de tous les pays en développement à faible revenu à l'exclusion de l'Afrique) a au moins doublé. Cette situation économique préoccupante de l'Afrique appelle nécessairement une tentative de réponse claire.

Et maintenant ?

Que proposer dans ces conditions ? Et d'abord quand au rôle de l'Etat «accusé» généralement d'être à l'origine de la médiocre performance des économies africaines. Compte tenu de l'importance historique qu'a toujours eu l'Etat pour assurer l'accumulation de capital nécessaire au développement, il n'y pas, en fait, de vrai espoir de progrès social et économique de nos pays avec la destruction de l'Etat qui semblerait pourtant le but de certains aujourd'hui ! Ce qui s'impose, c'est sa «modernisation», pour qu'il redevienne une base capable de conduire les processus de changement car en fait, personne ne nie aujourd'hui que l'intervention de l'Etat soit encore plus justifiée lorsqu'on sait que les prix ne peuvent jouer le rôle d'ajustement des variables macro-économiques.

Mais il n'est pas d'Etat moderne sans une société moderne. Où, si l'on veut, la modernité politique passe par le fonctionnement d'institutions permettant aux citoyens de contrôler l'activité de l'Etat et de contraindre les fonctionnaires à la responsabilité. Elle implique une représentation adéquate à tous les secteurs sociaux, le renforcement et la rénovation des partis, l'accès de nouvelles organisations sociales et communautaires à une vraie représentation. Elle

implique, afin que chaque segment social ou territorial (région, municipalité) soit doté de moyens nécessaires à la prise des décisions qui doivent lui revenir. De telles institutions permettraient à la société civile de se projeter au plan politique, afin que la diversité des acteurs et des intérêts soit mieux représentée. Moyennant quoi, la société se retrouverait en mesure d'agir efficacement pour le développement. Il faut, en premier lieu, que la société civile prenne corps : que les amorces d'innovation sociale déjà repérables se développent, qu'elles s'amplifient — soient reconnues — et que d'autres initiatives soient prises pour compenser progressivement la rigidité des hiérarchies sociales traditionnelles./.

Bibliographie

- Fougeyrollas Pierre, 1978, «La question de classes dans les sociétés africaines», in *Connaissance du Tiers-monde*.
- Karl, L. Richard, 1978, «La domination de classe sur le continent africain», in *Esprit*, septembre.
- Lénine, V., 1947, «Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme», in *Karl Marx et sa doctrine*, Editions sociales.
- N'Krumah Kwame, 1972, *La lutte des classes en Afrique*, Paris, Présence africaine.
- Politique Africaine, 1987, «Classes, Etat, Marchés», Karthala, No.26, juin.